

Abstract - Groupe n°42

## **Regards croisés sur les soins de santé mentale adaptés aux travailleuses du sexe en Suisse romande**

Bolli Cléa, Bonny Chloé, Burdet Eloïse, Graz Zoé, Nouzille Ornella

### *Introduction*

Les travailleuses du sexe (TS) rapportent majoritairement des problèmes d'ordre psychologique, cependant elles consultent très peu pour cette raison<sup>[1]</sup>. D'après la littérature, les travailleuses du sexe ont d'importants besoins en santé mentale<sup>[2]</sup>. Ces besoins sont principalement en rapport avec les différentes formes de violences auxquelles elles sont exposées, leur activité professionnelle et leur parcours de vie (migration, absence de permis de séjour, niveau socio-économique). En Suisse romande, les services adaptés étaient peu nombreux il y a 10 ans<sup>[3]</sup>. La littérature porte essentiellement sur la santé sexuelle et les soins de premier recours mais très peu sur la santé mentale des TS. Notre question de recherche est donc : Quelle est l'offre en soins spécifiques de santé mentale pour les travailleuses du sexe aujourd'hui en Suisse romande?

### *Méthodologie*

Notre premier objectif lors de ce travail est d'évaluer l'état de santé mentale des TS femmes cisgenres de rue au travers d'entretiens avec différents acteurs et actrices du système de santé et associatifs. Notre deuxième objectif est de faire un état des lieux de l'offre en santé mentale adaptée aux TS et ses possibles améliorations. Pour cela, nous avons conduit une revue de littérature scientifique (via PubMed), ainsi qu'une revue de presse médicale (Revue Médicale Suisse). Dans un second temps, nous avons mené dix entretiens semi-structurés auprès de membres d'associations pour les TS telles que J. Agregger à Bus Boulevards; M. Wehrli à Aspasia; S. Devillers à Fleur de Pavé, S. Dahan à ProCoRe; L. Michaud, chef de service des urgences psychiatriques du CHUV; F. Vu, médecin au Département vulnérabilités et médecine sociale à Unisanté; Z. Blanc-Scuderi, sexologue et directrice de Sexopraxis; une conseillère en santé sexuelle à Profa; E. Harriet, doctorante en sociologie; ainsi qu'une responsable de la santé mentale au département de santé communautaire (DGS), M. Duay.

### *Résultats*

Suite à nos entretiens avec les personnes citées ci-dessus, nous avons établi trois axes de résultats. Le premier est l'évaluation de l'état de santé mentale des TS perçu par les personnes interrogées. La DGS nous a informé qu'il n'y a actuellement pas d'études qui reporte l'état des lieux de la santé mentale des TS. Un point important ressorti de nos entretiens est l'hétérogénéité de la population des TS de rue. C'est pourquoi nous ne pouvons pas établir une moyenne du niveau de leur bien-être psychique, mais « nous devrions plutôt parler d'états de santé mentale au pluriel! » (S. Devillers, Fleur De Pavé). Cependant, pour la majorité, elles cumulent énormément de facteurs de risques qui fragilisent leur état de santé mentale. Ces derniers, décrits par les associations, sont : migration, violences psychiques, physiques et législatives, les rapports de pouvoir, la stigmatisation, la pression économique ainsi que le secret de la profession. De tous ces facteurs, il nous a été rapporté que le plus lourd était la grande précarité à laquelle certaines TS font face. En effet, elles peuvent être un véritable pivot économique pour leur famille. Selon le Dr L. Michaud, le travail du sexe a des conséquences majeures sur le plan psychique en terme de traumatismes répétés, de l'image de soi, de l'identité et de la capacité à investir une relation sentimentale. Le Dr F. Vu souligne qu'un de leurs moyens de coping passe par l'évitement conscient.

Ensuite, nous nous sommes concentrées sur les offres de santé mentale spécifiques aux TS. La DGS nous a informé qu'au niveau cantonal il n'y avait pas de stratégie en santé mentale depuis 2012, même pour la population générale. Depuis la COVID la visibilité de la santé mentale a augmenté et une stratégie est actuellement en cours de préparation. Cependant dans celle-ci, les TS ne font pas partie d'une des populations cibles. Toutes les personnes interrogées s'accordent sur le fait qu'il existe trop peu d'offres de santé mentale spécifiques aux TS. Néanmoins, il y a des structures de soins en santé mentale pour les minorités (personnes toxicodépendantes, migrantes, séropositives) tels que Unisanté, les consultations de Chauderon et Groupe santé Genève. M. Wehrli ainsi que Z. Blanc-Scuderi ont créé leur carnet d'adresse de psychologues non-stigmatisants et financièrement arrangeants, vers lesquels elles redirigent les TS. Les « Apériputes », groupe de rencontres et d'échange, peuvent être considérés comme une offre de santé mentale, toutefois ils sont principalement destinés aux escortes. Dans les cas de décompensation intense et subite, les TS viennent parfois d'elles-mêmes aux urgences

psychiatriques ou sont également amenées par des collègues de travail, selon le Dr L. Michaud, responsable des urgences psychiatriques du CHUV. Cependant, selon Aspasia, elles n'y sont souvent pas acceptées en raison de leur manque d'assurance maladie. Les barrières à l'utilisation de services de soins de santé mentale sont donc le manque d'offres spécialisées pour les TS, la précarité, le manque d'assurance maladie, la peur des médecins et de leur stigmatisation, les différences de culture et la barrière linguistique.

Notre dernier axe de résultats se concentre sur les possibles améliorations des offres en santé mentale émises par les différentes personnes interrogées. Selon E. Harriet et Z. Blanc-Scuderi, il y a deux façons d'agir. L'approche « Top-Down » implique un changement de la mentalité institutionnelle, politique et étatique. Il est indispensable de mener une réelle étude sur l'état de santé mentale des TS afin d'adapter les offres aux besoins. De plus, il faudrait porter davantage d'intérêt à la thématique et revoir le système de la LaMal. Ceci étant un processus très long, il est important de commencer à agir dès aujourd'hui avec une approche « Bottom-Up ». Celle-ci se focalise sur une prise de conscience personnelle, une déstigmatisation par l'information, et l'abolition du tabou que porte la société autour de la sexualité. Cela devrait commencer dès le plus jeune âge par une éducation ouverte, inclusive et non-jugeante. Un autre axe d'amélioration serait de former les psychothérapeutes à cette thématique et de ce fait déstigmatiser le métier du travail du sexe. Une autre idée qui nous a été rapportée par les associations serait de concevoir un lieu dédié aux TS où elles se sentent bienvenues, écoutées, et soutenues. L'idée est d'enlever le filtre européen que nous avons tendance à appliquer sur notre façon de problématiser la santé mentale. Comme nous le rapporte S. Devillers, notre vision européenne perçoit toujours le/la psychothérapeute comme la solution à tous les problèmes, qui par ailleurs ne sont pas forcément perçus comme tels par les TS. Un autre point serait d'afficher à l'entrée des établissements des panneaux « TS friendly » qui rendraient les lieux de soins plus accueillants. D'un point de vue plus global, « il faudrait questionner en préambule la santé mentale de la société qui donne aussi peu de choix aux être humains en terme de travail précaire et de formation. On parle seulement de la santé mentale une fois que le cadre est celui qu'il est, alors qu'il faudrait questionner les systèmes qui mènent à des problèmes de santé mentale plutôt que de tout mettre sur l'individu. » (S. Dahan, ProCoRe)

### *Discussion*

Suite à ces entretiens, nous avons pu identifier l'intersectionnalité des facteurs de vulnérabilité des TS qui rendent leur santé mentale fragile. Nous avons également constaté que l'offre est bien trop faible par rapport aux besoins, conformément à ce que nous avons pu lire dans la littérature. Il est revenu qu'il est important de ne pas se focaliser seulement sur l'activité des TS mais aussi sur l'hétérogénéité de leurs facteurs de risque. Dans la littérature, il est également ressorti que le travail du sexe est souvent pathologisé de la part des psychothérapeutes, ils/elles ne vont pas chercher plus loin que le métier qu'elles pratiquent<sup>[4]</sup>. Les études montrent qu'un des problèmes majeurs affectant la prise en charge en santé mentale des TS est la stigmatisation par le milieu médical, ce que nous ont aussi rapporté les associations. C'est une forme de problématisation du travail du sexe, pour y remédier il est indispensable d'instaurer une formation continue. Pour guider notre façon d'approcher cette thématique, il est important de « ne pas supposer à la place des autres, ce qu'on fait beaucoup avec le travail du sexe. » (E. Harriet)

### *Références*

- (1) Kevin Staudacher, « Enquête auprès des travailleuses du sexe de rue en ville de Lausanne: mise en perspective de leur santé sexuelle par rapport à la globalité de leurs besoins en santé » (en ligne). Lausanne (CH) ; 2015 (cité le 17 juin 2022). Disponible : [https://serval.unil.ch/resource/serval:BIB\\_6AB82EC3A9F8.P001/RE](https://serval.unil.ch/resource/serval:BIB_6AB82EC3A9F8.P001/RE)
- (2) Nitasha Puri et al. « Burden and correlates of mental health diagnoses among sex workers in an urban setting », BMC Women's Health ; 2017, vol. 17, no 1, p. 133
- (3) Elodie Gloor et al, « Travailleuses du sexe : un accès aux soins limité ? » ; 2011 (cité le 3 avril 2022); Volume 301, n° 25, p. 1429-1433 ; *Ibid.* Disponible: <http://rms.medhyg.ch>
- (4) Treloar C, Stardust Z, Cama E, Kim J. Rethinking the relationship between sex work, mental health and stigma: a qualitative study of sex workers in Australia. Soc Sci Med. 2021 Jan;268:113468. doi: 10.1016/j.socscimed.2020.113468. Epub 2020 Oct 22. PMID: 33120206.

### *Mots-clés*

Travailleuses du sexe ; Santé mentale ; Accès aux soins ; Stigmate

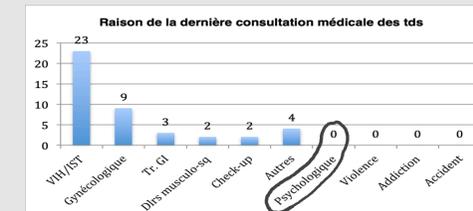
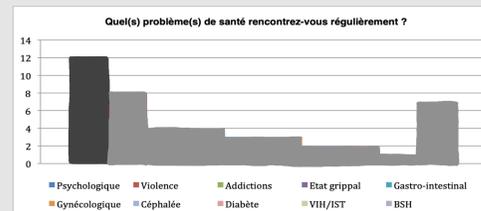
Lausanne, le 2 juillet 2022

# Regards croisés sur les soins de santé mentale adaptés aux travailleuses du sexe en Suisse romande

Chloé Bonny, Cléa Bolli, Eloïse Burdet, Zoé Graz, Ornella Nouzille

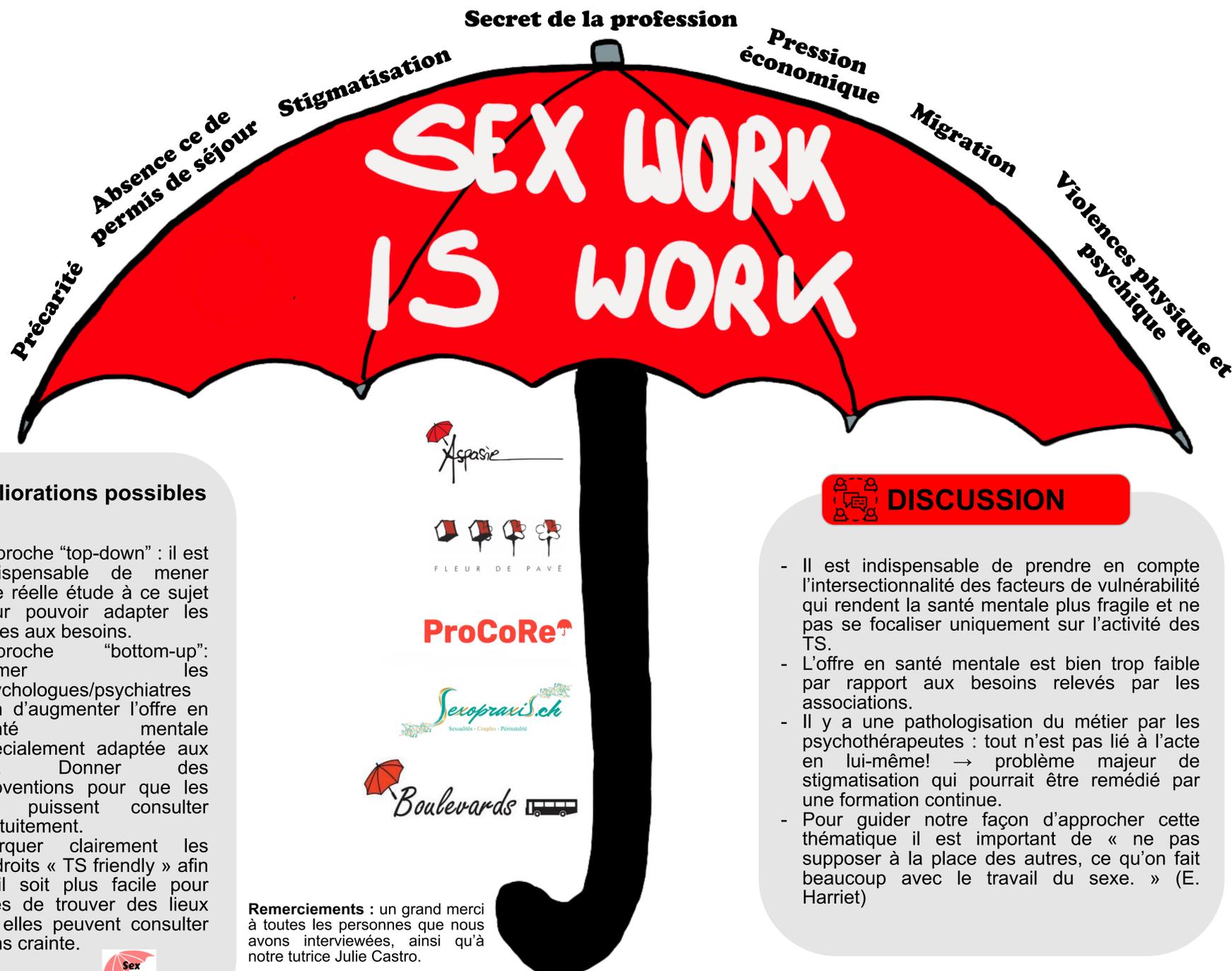
## INTRODUCTION

En Suisse romande, les services de santé mentale adaptés aux TS étaient peu nombreux il y a 10 ans. La littérature porte essentiellement sur la santé sexuelle et les soins de premier recours mais très peu sur la santé mentale des travailleuses du sexe (TS). Notre question de recherche est donc : **Quelle est l'offre en soins spécifiques de santé mentale pour les travailleuses du sexe aujourd'hui en Suisse romande ?** Nous nous sommes concentrées sur une population de TS femmes cisgenres travailleuses de rue, population plus vulnérable et exposée.



## MÉTHODOLOGIE

1. Revue de littérature
2. Dix entretiens semi-structurés auprès de : associations de soutien des TS (Aspasie, Bus Boulevards, Fleur de Pavé et ProCoRe), chef de service des urgences psychiatriques du CHUV, un médecin du Département vulnérabilités et médecine sociale à Unisanté, la directrice de SexopraxiS, une conseillère en santé sexuelle à Profa, Elorri Harriet, doctorante en sociologie, ainsi qu'une responsable de la santé mentale au département de santé communautaire (DGS).
3. Thèmes abordés lors des entretiens : expérience avec les TS, difficultés, offres mises en place, état de santé mentale des TS et améliorations possibles en matière d'offre
4. Analyse des entretiens selon trois axes principaux : état des lieux de la santé mentale des TS, état des lieux des offres existantes, améliorations possibles



## RÉSULTATS

### État des lieux de la santé mentale des TS

- D'après la DGS, aucune étude relative à la santé mentale des TS n'a été réalisée en Suisse romande.
- La directrice de SexopraxiS souligne l'hétérogénéité de la population des TS et le fait que certaines fractions des TS (escortes) rapportent relativement peu de problèmes de santé mentale.
- D'après les associations de soutien, la majorité des TS cumulent des facteurs de risque qui fragilisent leur santé mentale.

### Offres de soins en santé mentale existantes

- Il n'existe pas d'offre en santé mentale spécifiquement adaptée aux TS.
- Il y a cependant des consultations adaptées pour différentes minorités (personnes toxicodépendantes, migrantes, séropositives) à Unisanté, consultations de Chauderon et Groupe Santé Genève, mais le financement de ses soins pose souvent problème aux TS et entrave leur accès à une bonne prise en charge.
- Les associations encadrant les TS créent leur propre carnet d'adresse de psy « TS friendly » mais il reste toujours le problème du financement.
- Les Apériputes sont des groupes d'échange et de rencontres et peuvent être considérés comme une offre de santé mentale, mais destinés plutôt aux escortes.
- Pour les cas de décompensation psychiatrique, celles-ci sont dirigées vers les urgences psy ; mais la question du financement des soins se pose toutefois à l'hôpital, celui-ci ne prenant en charge que les personnes disposant d'une assurance maladie de base.

### Améliorations possibles

- Approche "top-down" : il est indispensable de mener une réelle étude à ce sujet pour pouvoir adapter les offres aux besoins.
- Approche "bottom-up" : former les psychologues/psychiatres afin d'augmenter l'offre en santé mentale spécialement adaptée aux TS. Donner des subventions pour que les TS puissent consulter gratuitement.
- Marquer clairement les endroits « TS friendly » afin qu'il soit plus facile pour elles de trouver des lieux où elles peuvent consulter sans crainte.



## DISCUSSION

- Il est indispensable de prendre en compte l'intersectionnalité des facteurs de vulnérabilité qui rendent la santé mentale plus fragile et ne pas se focaliser uniquement sur l'activité des TS.
- L'offre en santé mentale est bien trop faible par rapport aux besoins relevés par les associations.
- Il y a une pathologisation du métier par les psychothérapeutes : tout n'est pas lié à l'acte en lui-même! → problème majeur de stigmatisation qui pourrait être remédié par une formation continue.
- Pour guider notre façon d'approcher cette thématique il est important de « ne pas supposer à la place des autres, ce qu'on fait beaucoup avec le travail du sexe. » (E. Harriet)

**Remerciements** : un grand merci à toutes les personnes que nous avons interviewées, ainsi qu'à notre tutrice Julie Castro.

**Références** : [1] Kevin Staudacher, « Enquête auprès des travailleuses du sexe de rue en ville de Lausanne: mise en perspective de leur santé sexuelle par rapport à la globalité de leurs besoins en santé » (en ligne). Lausanne (CH) ; 2015 (cité le 17 juin 2022). Disponible : [https://serval.unil.ch/resource/serval:BIB\\_6AB82EC3A9F8.P001/RE\[2\]](https://serval.unil.ch/resource/serval:BIB_6AB82EC3A9F8.P001/RE[2]) Elodie Gloor et al, « Travailleuses du sexe : un accès aux soins limité ? » ; 2011 (cité le 3 avril 2022); Volume 301, no 25, p. 1429-1433 ; Ibid. Disponible: <http://rms.medhyg.ch>